



ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Après le vote de la Loi autorisant la ratification du Traité de Lisbonne

Palais de l'Élysée - Dimanche 10 février 2008

Mes chers compatriotes,

Le Parlement vient de voter la loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne.

Ce traité simplifié, c'est la France qui a pris l'initiative de le proposer pour sortir l'Europe de la crise institutionnelle dans laquelle elle se trouvait plongée.

Pendant la campagne présidentielle, je m'étais engagé à tout faire pour convaincre nos partenaires de tourner la page de la Constitution européenne qui ne pouvait plus entrer en vigueur alors que deux pays, la France et les Pays-Bas, l'avaient rejetée par référendum et qu'il n'était pas question de demander au peuple français et au peuple néerlandais de se déjuger.

Dès lors que le projet de Constitution européenne se trouvait écarté, on ne pouvait en rester là. Il fallait débloquent un système de décision qui ne correspondait plus aux exigences d'une Europe à 27 et qui la paralysait. Et il fallait en même temps faire en sorte que soit respecté le choix des peuples qui avaient accepté de ratifier la Constitution comme de ceux qui l'avaient refusée.

Un traité simplifié, ne conservant que les dispositions institutionnelles qui avaient paru recueillir un consensus assez large pendant la campagne du référendum était une solution qui permettait de dépasser les oppositions entre partisans et adversaires de la Constitution.

Il s'agissait d'abord d'être efficace en instituant les règles qui donneraient aux peuples européens les moyens de décider ensemble. C'était vital pour l'avenir de l'Europe et pour sa capacité d'agir.

Pour convaincre tous nos partenaires d'accepter ce nouveau traité simplifié que nous leur propositions et qui n'était plus une Constitution, il fallait qu'en cas d'accord nous nous engagions à le faire approuver par voie parlementaire. Si cette condition n'avait pas été remplie, aucun accord n'aurait été possible.

J'ai dit pendant la campagne présidentielle que c'est ce que je ferais si j'étais élu. Cela faisait partie, mes chers concitoyens, du mandat que vous m'avez confié en m'élisant Président de la République. Cet engagement que je j'avais pris solennellement devant vous, je l'ai tenu.

Grâce à l'initiative française, grâce à l'Allemagne qui présidait alors l'Union et à la Chancelière Angela MERKEL à laquelle je veux rendre hommage, l'Europe dispose maintenant du cadre qui lui est nécessaire pour se remettre en marche.



Désormais il y aura plus de démocratie, plus de responsabilité dans le fonctionnement de l'Europe. Les décisions seront mieux contrôlées par les Parlements nationaux, et elles seront davantage prises à la majorité qualifiée qu'à l'unanimité.

Par ce succès, car c'est un succès, la France est de retour en Europe. Elle y a retrouvé son influence, sa capacité à faire valoir son point de vue, ses valeurs et le rôle moteur qui avait toujours été le sien par le passé.

A partir du 1^{er} juillet de cette année, notre pays présidera l'Union pour six mois. Ce sera un moment important. Le traité simplifié était une condition nécessaire pour sortir de la crise européenne. Il ne la résout pas à lui tout seul. Rien ne serait plus dangereux que de faire comme si rien ne s'était passé, comme si tout pouvait continuer comme avant. Maintenant que l'Europe peut décider, le problème est de savoir ce qu'elle veut.

Ce ne sont pas les « non » français et néerlandais qui ont causé le malaise de l'Europe mais le contraire. Les peuples ont perdu leur foi dans l'Europe quand ils se sont mis à éprouver le sentiment que l'Europe n'agissait plus, qu'elle ne les protégeait plus, qu'elle rendait leur vie plus dur au lieu de la rendre plus facile. On en était arrivé au point où l'Europe n'exprimait plus une volonté collective, où il n'y avait plus en son sein aucun des débats qui font la vie de toutes les grandes démocraties, où nos entreprises n'étaient pas assez défendues face aux concurrences déloyales, alors que partout ailleurs elles étaient protégées.

En affirmant que la concurrence n'est pas une fin en soi mais un moyen et en donnant à l'Union comme objectif de protéger ses citoyens, le traité simplifié marque une inflexion par rapport aux dérives qui s'étaient manifestées dans un passé récent.

Maintenant, l'enjeu est de remettre de la politique en Europe, de ne plus abandonner l'Europe au seul jeu de règles automatiques qui ne laissent aucune place à la décision et à la responsabilité politique. Il faut pouvoir parler de tout comme dans n'importe quelle démocratie : de la monnaie qui n'est pas un sujet tabou, de la politique commerciale, de la politique industrielle, de la réciprocité en matière de concurrence ou des dérives du capitalisme financier.

Face aux grandes puissances qui émergent dans le monde, face aux risques de toutes natures qui menacent la paix, la stabilité et même l'avenir de la planète, l'Europe doit agir, c'est ma conviction, comme une grande puissance faisant valoir son point de vue et défendant ses intérêts, comme le font toutes les autres grandes puissances dans le monde.

Je souhaite que la présidence française soit l'occasion d'avancer dans cette voie. C'est dans cet esprit que je proposerai à nos partenaires comme priorité de travailler sur une stratégie de développement durable, une politique commune de l'immigration, une défense européenne et une refondation de la politique agricole.

Sur tous ces sujets nous devons agir ensemble.

Sur tous ces sujets nous avons besoin de politiques communes qui expriment réellement une volonté collective.

Je veux mettre toute mon énergie pour y parvenir.

Je veux que la France donne l'exemple. Je veux qu'elle soit de nouveau en Europe une force de proposition et une force d'entraînement.

Mes chers compatriotes, l'avenir de la France et le destin de l'Europe sont liés.

Désunis, les peuples d'Europe ne pourraient pas relever les défis du XXI^e siècle. Unis, ils représentent une formidable puissance politique, économique, culturelle, morale, qui aura son mot à dire dans les affaires du monde. C'est pour cela que l'Europe est si importante.

Dans le respect des opinions et des sensibilités de chacun, je forme le vœu que, dépassant les clivages partisans et les oppositions du passé, nous soyons tous rassemblés pour que l'Europe se fasse, qu'elle se fasse sur des valeurs, des critères, des objectifs dans lesquels nous nous reconnaissons tous.



Français, nous pouvons être fiers de ce que nous venons d'accomplir.
Rassemblés, ce que nous accomplirons demain sera plus grand encore.

Vive l'Europe !
Vive la France !